



L'Europe doit promouvoir la transition énergétique durable

À l'occasion du 30^e anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, l'Internationale des Amis de la Nature demande la mise en œuvre active d'une transition énergétique durable en Europe. La concentration sur les énergies renouvelables ne contribue pas seulement à la réduction des gaz à effet de serre, mais aussi à la baisse des coûts d'énergie et au combat contre la pauvreté énergétique. L'introduction à grande échelle d'une taxe CO2 est une incitation majeure à ne plus utiliser pour la production d'énergie des combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole ou le gaz.

Le 26 avril 2016 marque le 30^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Celle-ci a été le premier accident de réacteur avec fusion du cœur. Entretemps, la catastrophe encore plus grave de Fukushima en mars 2011 a provoqué une prise de conscience nouvelle en matière de politique nucléaire dans de nombreux pays en Europe. Malheureusement et malgré ces événements tristes, certains pays – surtout la France, la Suède, le Royaume-Uni et les pays d'Europe orientale – misent toujours sur l'énergie nucléaire, exposant la population européenne à un grand risque. De plus, nulle part dans le monde il n'existe de solution pour la gestion du matériel radioactif ainsi que pour le démantèlement des centrales arrivées en fin de vie – et il s'avère que les provisions pour les coûts occasionnés sont également insuffisantes.



De nombreux experts et responsables politiques justifient l'attachement à l'énergie nucléaire par la protection du climat, car celle-ci éviterait des émissions de CO2. C'est un argument hypocrite puisque la contamination de l'atmosphère

par le dioxyde de carbone ne peut pas être comparée avec la contamination radioactive des sols, de l'eau et, en fin de compte, de l'homme. Il est impératif que les deux risques – le changement du climat et d'autres catastrophes nucléaires – soient réduits le plus tôt possible.

La sécurité d'approvisionnement en danger ?

D'autres spécialistes avancent que les centrales nucléaires seraient indispensables à la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Europe. Cet argument est contredit par de nombreux faits, accessibles aux consommateurs réfléchis et critiques dans les divers médias : à présent, nous n'avons pas de manque d'électricité dans les réseaux électriques de l'Europe. Au contraire, de plus en plus souvent il y a des surplus d'électricité, car des centrales solaires et éoliennes s'ajoutent désormais aux centrales conventionnelles. Cet excédent d'électricité a provoqué une chute dramatique des prix d'électricité – de 60 euros par MWh il y a cinq ans à moins de 20 euros par MWh actuellement. C'est la raison pour laquelle les nouvelles centrales nucléaires planifiées en Grande-Bretagne reçoivent des subventions publiques de 95 euros par MWh – sinon, elles ne seraient pas rentables.

Un autre échec des autorités de régulation d'énergie en Europe réside dans le fait que les consommateurs ne se rendent pas compte de cette baisse des coûts de production d'électricité. Tous ces arguments en faveur de la politique nucléaire et contre la transition énergétique relèvent des intérêts des lobbys énergétiques. Ceux-ci veulent exploiter le plus longtemps possible leurs centrales parfois vieilles et amorties et bloquent ainsi une transition énergétique durable. Dans

de nombreux pays, la politique et l'économie énergétique sont étroitement liées ; c'est pour cela que les arguments des lobbys en Europe ont plus de poids que ceux des consommateurs et des ONG.

Bien évidemment, il existe aussi des périodes sans vent ou avec peu de soleil. Dans ces périodes, les énergies renouvelables fournissent moins d'électricité que l'on ne consomme. Ces oscillations existent et existaient aussi avec les centrales conventionnelles, par exemple quand les consommateurs chauffent plus les jours d'hiver froids, consomment plus d'électricité pour la climatisation en période de canicule ou que les centrales doivent être déconnectées du réseau faute d'eau de refroidissement les jours d'été chauds. Quelques centrales de réserve et des réservoirs peuvent compenser ces oscillations. En Europe, il y existe suffisamment de telles centrales, mais surtout les centrales à gaz les plus adaptées et modernes sont actuellement fermées par les opérateurs pour des raisons financières. En revanche, les opérateurs mettent en service de nouvelles centrales à charbon qui font grimper les émissions de CO₂ en Europe. Cela paraît un paradoxe, mais en vérité c'est le résultat d'un calcul de coûts brutal. Si l'on permet au marché de faire du profit aux dépens de l'environnement et du climat, il le fait – voilà pour la libéralisation du marché et pour la durabilité.

La transition énergétique est faisable au plan technique et économique

Pendant que l'Europe finance à juste titre l'intégration des énergies renouvelables avec des centaines de milliards d'euros, personne ne fait rien pour empêcher que les objectifs en matière de climat ne soient sapés : des centrales de charbon

sont exploitées comme réservoirs et on en construit même des nouvelles, tandis que des centrales à gaz existantes et un peu moins nuisibles au climat sont déconnectées du réseau. Si l'on remettait en vigueur l'échange des droits d'émission ou que l'on introduise une taxe

aux émissions, les centrales de charbon ne seraient plus rentables. Une fois de plus, le débat entre les responsables de la politique énergétique échoue.

Du point de vue technique, les solutions pour l'électricité sans carbone sont déjà disponibles : à l'aide de la mobilité électrique, la technologie de stockage est capable de mettre à disposition des batteries de stockage plus grandes afin de compenser les oscillations dans la production des énergies renouvelables. Des réseaux de chauffage peuvent être utilisés pour la climatisation et les « réseaux intelligents » (« smart grids ») peuvent intégrer les consommateurs dans le réglage du réseau. La régulation intelligente des installations de chauffage et de climatisation a des effets à peine perceptibles par les consommateurs, mais qui s'accumulent au bilan énergétique : avec un changement de 100 watt par ménage, un million d'installations produisent 100 MW pour la stabilité du réseau. Il ne nous faut que les réglementations et subventions correspondantes pour aider ces technologies à réussir une percée. Avec cette transition énergétique, la promotion de la mobilité électrique et des isolations de bâtiments améliorées et requises par la loi, les besoins d'énergie de l'Europe fléchiront d'abord et se réduiront nettement après – un élément indispensable pour atteindre les objectifs climatiques convenus à Paris.

Le point clé pour ce développement est l'augmentation des coûts pour les émissions de dioxyde de carbone. C'est la seule mesure qui incite à refuser les combustibles fossiles – dans la production et dans le transport ainsi que dans le chauffage et la climatisation. L'idée originale de l'échange des droits d'émissions – contrôler les coûts du CO₂ par des certificats à acheter – a malheureusement échoué : un excès d'exceptions a provoqué que les certificats ont été proposés à des prix cassés et ainsi les coûts sont devenus impossibles à régler. Il prendrait des années à réparer cela et il serait alors trop tard. En outre, le secteur du transport qui contribue de façon significative au changement climatique, n'est guère inclus dans ce système. La solution serait d'étendre les taxes sur les émissions du transport (qui n'ont pas ce nom mais le même effet) à tous les



secteurs d'énergie. C'est la seule possibilité de réussir la promotion du transport public et de la mobilité électrique, de réduire le gaspillage d'énergie du chauffage et de la climatisation et de produire l'énergie principalement de sources renouvelables.

L'industrie et surtout l'économie énergétique traditionnelle évoquent sans cesse que la transition énergétique affaiblirait la compétitivité de l'Europe et augmenterait les coûts de l'énergie. Mais l'équation est un leurre : aujourd'hui, une grande partie des coûts pour la fourniture d'énergie couvrent la production et le transport du pétrole, du charbon et du gaz – et la plupart de l'argent profite aux pays producteurs et là souvent à des gouvernements (et des oligarques) plus ou moins antidémocratiques et souvent corrompus. Les ressources énergétiques renouvelables comme les énergies solaire, éolienne, hydraulique et géothermique sont gratuites. La plupart des coûts couvre les installations, des technologies modernes et des services fournis sur place. Tant que les deux filières se poursuivront parallèlement – le marché de l'énergie conventionnelle et la promotion des énergies renouvelables –, le système d'énergie sera naturellement plus cher. Si l'on prend le changement au sérieux, le système deviendra moins cher au long terme. Mais il faut gérer activement ce changement – sinon, il ne se produira pas, les vieilles inerties sur le marché étant trop puissantes.

Lutte contre la pauvreté énergétique

La libéralisation du secteur énergétique n'a pas seulement provoqué des prix plus hauts pour les consommateurs, mais aussi une augmentation de la pauvreté énergétique générale en Europe. En Grande-Bretagne – métropole de la libéralisation – des milliers d'espaces pour se réchauffer ont été réintroduits. Ils sont fréquentés par un million de citoyens qui n'ont pas les moyens de chauffer leurs appartements. En Bulgarie, la population dépense à peu près la moitié des revenus moyens pour

l'énergie. 28% des Espagnols sont en danger de pauvreté énergétique, en Italie ce sont 5 millions de personnes, en Allemagne 7 millions, en France 8 millions. Au total, 10% des Européens ne peuvent pas payer les coûts d'énergie. Bien sûr que la montée du chômage, la baisse générale des standards sociaux et les conditions de travail de plus en plus précaires jouent un grand rôle dans ce développement aussi. Une politique énergétique sociale et durable doit permettre à tous de chauffer leurs appartements et de disposer du courant électrique nécessaire pour couvrir leurs besoins quotidiens. La transition énergétique conséquente offre une solution pour ce problème également : les coûts d'énergie d'aujourd'hui se composent surtout du prix des combustibles fossiles et de taxes. Après la transition énergétique, on payera surtout pour le système énergétique et les centrales, parce que l'énergie elle-même viendra de ressources gratuites. Il va de soi que les groupes socialement défavorisés pourront bénéficier d'exonérations..

À l'occasion du 30e anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, l'Internationale des Amis de la Nature demande la mise en œuvre active d'une transition énergétique durable en Europe :

- Introduction d'une taxation sur le CO2 afin d'inciter à éviter les combustibles fossiles
- Pas de subventions pour des centrales nucléaires et prohibition de répercuter les coûts pour l'élimination des déchets nucléaires sur la société en général
- Promotion de la recherche dans les domaines de la production d'énergies renouvelables et du stockage d'énergie
- Promotion de la mobilité électrique
- Obligation légale d'isolation de bâtiments afin de réduire la consommation d'énergie
- Protection des consommateurs contre la pauvreté énergétique (p. ex. par une réduction des taxes sur l'énergie)



Manfred Pils
Président de l'Internationale des Amis de la Nature